

Les milieux sportifs se mettent en selle pour la redevance

Votations L'initiative SSR inquiète la sphère du sport suisse. Athlètes et cadres se mobilisent pour appeler à voter non le 8 mars prochain. Le conseiller national UDC de Cortébert Manfred Bühler leur répond.

Simon Petignat

Quel est le point commun entre la présidente de Swiss Olympic et des joueurs de unihockey, une coureuse de demi-fond ou des champions paralympiques? Elles et ils figurent parmi les quelques 200 personnalités du sport helvète à se soulever contre l'initiative «200 francs, ça suffit!» lancée par l'UDC et l'Union suisse des arts et métiers. La SSR diffuse en moyenne 9000 heures de sport en direct par an, une trentaine de disciplines y sont représentées, alors, athlètes et cadres craignent une perte de visibilité de leurs domaines respectifs, en cas d'acceptation, le 8 mars prochain.

Olivier Senn, directeur du Tour de Suisse, est l'un des membres de ce comité qui appelle à voter non. La couverture de l'événement cycliste par le service public coûte environ 1,5 million de francs par année, explique-t-il. Diffusées en direct en Suisse, les images sont également vendues à des chaînes étrangères. Si la redevance devait diminuer, l'Argovien redoute tant une perte en qualité de contenu qu'en durée d'antenne. «Le Tour de Suisse a un retentissement international. Ainsi, nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir une production télévisuelle de seconde zone. Nos sponsors investissent pour être présents sur le petit écran, dans le cadre d'un événement de première classe», développe-t-il. A la question de savoir si une télévision privée pourrait en assurer la couverture, il rappelle que l'intérêt du partenariat consiste aussi à profiter de l'audience des canaux publics.

«Pas au contribuable de payer»

Pour le conseiller national UDC Manfred Bühler, c'est justement là que le bât blesse. L'ancien maire de Cortébert estime que le financement des



La diffusion du Tour de Romandie par la SSR requiert 12 caméras, quatre motos et un hélicoptère sur le terrain.

capture d'écran RTS

programmes sportifs ne doit pas reposer sur les épaules du contribuable. «Tous les événements d'envergure disposent de sources diverses de revenus. Il existe des modèles économiques qui permettront aux sports populaires de rester visibles, sans que la SSR soit indispensable et sans que l'on oblige les citoyennes et les citoyens à payer les productions de manière forcée via la redevance», défend l' élu.

Exemple sorti du chapeau: la Coupe du monde de motocross, à Frauenfeld, diffusée en direct sur la chaîne MXGP-TV. Preuve, selon lui, qu'une transmission s'avère possible sans intervention de l'Etat. Quant aux sports de niche? «Je crois précisément que les disciplines les moins mé-

diatisées n'ont pas toutes leur place, déjà aujourd'hui, sur les canaux publics. La SSR ne peut et ne doit pas tout faire. De plus, il y a les réseaux sociaux pour les rendre attractives auprès du public», propose-t-il.

D'après son homologue Andrea Zryd (PS, Macolin), au contraire, la diffusion du sport comme la représentation de la diversité relèvent de la mission du service public. «Le principe, c'est de proposer des programmes variés», plaide-t-elle. «Une grande partie de la population est attachée au sport. Elle a donc le droit de le regarder à la télévision. Sur des chaînes privées, l'égalité des chances de pouvoir le visionner gratuitement disparaîtrait», affirme la parlementaire socialiste.

Et l'Office fédéral de la communication d'aller dans son sens: la couverture du sport est actuellement incluse dans la concession octroyée à la SSR. En 2024, 227 millions avaient été dépensés pour des programmes sportifs, soit un peu moins d'un septième des dépenses totales de la firme.

Publicité insuffisante

«Le cœur du service public reste l'information et la formation de l'opinion», reprend Manfred Bühler. «Certes, une réduction des moyens entraînera une baisse des événements sportifs et du divertissement dans la grille des programmes, mais une diminution ne signifie pas une disparition», souligne-t-il. Lui-même amateur de ski, il fait confiance

au succès inhérent à des compétitions comme la descente du Lauberhorn ou la Coupe du monde de ski à Adelboden pour que leur pérennité soit assurée sur le petit écran. «Il n'y a aucune raison à ce que le service public arrête de couvrir des manifestations si populaires. Leurs images peuvent être mises sur le marché, les droits vendus à d'autres chaînes, ce qui rapporterait de l'argent et des recettes publicitaires à la SSR. Ces entreprises peuvent donc être parfaitement rentables sans renoncer à leurs diffusions.»

Vendre le fruit de son travail à des partenaires, la SSR le fait déjà. Mais elle est formelle, impossible de compenser une éventuelle diminution de la redevance avec des manœuvres

commerciales. «Même pour les événements qui attirent le plus d'annonceurs, les rentrées ne suffisent pas à financer l'émission en question. Nous pouvons proposer ces programmes précisément parce que nous sommes un service public», précise Marco Ferrara, porte-parole de la RTS. Et de reprendre: «La Suisse est un tout petit marché, il n'y a pas assez d'annonceurs pour davantage de publicité.» Actuellement, la redevance représente 83% du budget de la SSR. En matière de productions et diffusions sportives, ou encore d'achat de droits, la publicité et le sponsoring ne couvrent en moyenne que 10 à 20% des coûts. Au final, le peuple reste l'arbitre de ce match. Il sifflera la fin de la rencontre aux urnes, dans un mois.

Manfred Bühler
Conseiller national UDC

Un postulat pour affirmer l'avenir bilingue du canton

Grand Conseil Une douzaine de députées et députés veulent encourager et renforcer l'enseignement bilingue et immersif.

Emile Perrin

«Le bilinguisme dans le canton de Berne revêt une grande importance pour le Conseil exécutif.» C'est en ces termes que le Gouvernement attaque sa réponse au postulat déposé par Manuel C. Widmer (Les Verts, Berne) et cosigné notamment par les députés régionaux Moussia de Watteville (Les Verts), Karim Saïd (PS), Virginie Heyer, Corentin Jeanneret, Pauline Pauli (PLR) et Tom Gerber (PEV).

Les signataires – au nombre de 12 – demandent à l'Ours qu'au moins 10 classes (en plus des classes de la Filière bilingue existante) de différentes écoles et différents cycles y participent d'ici à 2030. L'idée consiste à ce qu'au moins deux écoles situées dans des arrondissements administratifs différents disposent d'un plan d'enseignement dans les deux langues, que le Canton incite les écoles à y participer, qu'il mette en place des incitations pour que davantage

d'enseignantes et enseignants atteignent les niveaux requis et qu'au moins cinq partenariats entre les écoles francophones et germanophones (mais aussi avec des établissements d'autres cantons) soient mis en place.

L'exemple biennois

«Bien que Berne soit officiellement bilingue, cette réalité reste encore insuffisamment vécue dans le domaine de la formation», écrivent les postulants, qui entendent par leur

démarche combler ce retard. L'enseignement immersif est par ailleurs présenté comme «une suite logique et efficace de l'apprentissage des langues, qui améliore les compétences linguistiques, la motivation et les capacités cognitives des élèves». A ce titre, la Filière bilingue biennoise sert d'exemple en termes de faisabilité dans les écoles ordinaires, appuient les porteurs du texte.

Pour appuyer l'introduction de sa réponse, le Gouvernement, qui recommande l'adop-

tion du postulat, argue qu'il reconnaît le potentiel des classes bilingues. Il précise toutefois «que la mise en œuvre de l'enseignement dans les deux langues repose avant tout sur la disponibilité d'enseignantes et d'enseignants qualifiés». Le Canton soutient les écoles et communes intéressées, tout en précisant privilégier une approche incitative et volontaire, sans imposer de modèles ni de quotas de classes bilingues à atteindre, en veillant à promouvoir le français et l'alle-

mand, y compris dans le Jura bernois.

Le Conseil exécutif stipule encore que plusieurs mesures concrètes sont déjà en place pour encourager le bilinguisme, comme des projets pilotes d'enseignement immersif, l'accompagnement des écoles intéressées, la mobilité et les échanges du corps enseignant ou encore des offres de formation continue. Il prévoit, en outre, d'examiner des mesures supplémentaires pour renforcer encore l'enseignement bilingue et immersif.